

INTERNATIONAL



L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES & LA COOPÉRATION

03 Un enjeu pour l'Université
05 Terrains d'actions
08 Nos étudiants & les défis de la coopération
10 Le rôle des sciences humaines

11 Un doctorant du Sud en Arts du spectacle
12 Annâdya : le bonheur de manger à sa faim
13 Burundi : économie des ménages
14 Au Congo, le CEMUBAC

15 Issa Some. Entre Ouaga et Bruxelles
16 Étudiants d'ailleurs, vies d'ici
19 Les bourses de doctorat de l'ULB
20 Contacts



L'ULB & LA COOPÉRATION



La coopération fait débat. Elle évolue fortement depuis les années 60. Au-delà de tout le bénéfice que peuvent en attendre des partenaires « du Sud », elle est un enjeu pour les institutions universitaires, tant pour leur enseignement que pour leur recherche.



UN FACTEUR DE DÉVELOPPEMENT... UN ENJEU POUR L'UNIVERSITÉ

Vice-recteur aux relations internationales, **Serge Jaumain** porte la coopération dans son cœur et travaille depuis 2007 à la mettre en lumière. La coopération au développement à l'ULB ? Un bouillonnement plein d'avenir, bien loin des clichés. Rencontre.



Esprit libre : La coopération au développement a fortement évolué ces vingt dernières années ; le milieu universitaire a participé à cette évolution générale...

Serge Jaumain : Le contexte socio-politique a effectivement bougé mais notre coopération universitaire n'a pas intrinsèquement changé de nature : elle se faisait et s'effectue toujours avec des partenaires universitaires académiques, sans lien direct avec les régimes politiques des pays dans lesquels nous travaillons.

Nos projets sont réalisés de façon concertée entre universités belges francophones au niveau de la CUD (Commission universitaire pour le développement – rattachée au CIUF), qui adapte son travail à l'évolution générale.

Esprit libre : Quels types de programmes existent en la matière ?

Serge Jaumain : Notre action vise notamment à renforcer les capacités humaines, scientifiques et de gestion des universités partenaires du Sud au travers de diffé-

rents types de programmes. Il y a tout d'abord les appuis institutionnels. Il s'agit d'un partenariat choisi où les universités de la Communauté française vont aider une université en particulier, sur plusieurs plans, en fonction des spécificités de chacun. Il y a ensuite les projets de recherche et de formation où l'on travaille de concert sur une problématique de développement précise.

Esprit libre : Durant longtemps, la coopération universitaire aura été considérée

comme un « service à la société », bénéfique uniquement au Sud. À présent, on l'envisage un peu différemment...

Serge Jaumain : La coopération n'est pas seulement une action généreuse : elle est nécessaire et utile pour le Sud mais aussi bénéfique et essentielle pour notre propre développement en tant qu'institution de recherche et d'enseignement. C'est effectivement un changement d'état d'esprit important et relativement récent. J'ai d'ailleurs voulu, en tant que vice-



recteur, que notre coopération soit clairement identifiée comme une des missions essentielles de notre travail de relations internationales. Personnellement, je n'ai pas travaillé dans la coopération en tant que chercheur ou enseignant, mais je suis fasciné par tous ces porteurs de projets qui, au sein de très nombreuses facultés, s'investissent sur le terrain en Asie, en Amérique du Sud et en Afrique. C'est donc aussi un domaine extrêmement porteur à la fois pour l'amélioration de nos connaissances mais également pour nos futurs diplômés qui peuvent exceller dans un tas de domaines et viser des carrières à l'étranger, par exemple. Il est donc primordial de la valoriser. Je soulignerais par ailleurs que les sciences humaines sont aussi largement concernées.

Esprit libre : La Journée de la Coopération de l'ULB est devenue un « classique » incontournable. Quel est l'objectif de ce rendez-vous annuel ?

Serge Jaumain : Il faut à tout prix casser les clichés qui entourent la coopération au sein de l'Université, montrer le travail de nos chercheurs – notamment de nos jeunes chercheurs –, leur rendre justice en valorisant mieux leur engagement et ouvrir les perspectives de la coopération à nos étudiants. Et bien sûr prouver que la coopération est intéressante en termes de recherche et d'enseignement !

Esprit libre : Quels sont-ils, ces avantages, pour notre recherche et notre enseignement ?

Serge Jaumain : En matière de recherche, la coopération est incontournable pour récolter du matériel à exploiter, pour expérimenter sur place des hypothèses, pour – et c'est loin d'être le moins important des aspects – bénéficier des expériences

extraordinaires des intellectuels du Sud. En matière d'enseignement, les échanges d'étudiants dans les deux sens sont plus difficiles à établir, pour une série de raisons. Mais lorsque des étudiants de chez nous peuvent aller dans un pays étranger dit « en développement », ils reviennent souvent avec une expérience unique, incomparable. Je pense à ces étudiants en médecine en stage à l'hôpital de Lubumbashi, où ils ont pu prendre en charge des patients et s'investir bien plus qu'ils ne

« C'est donc aussi un domaine extrêmement porteur à la fois pour l'amélioration de nos connaissances mais également pour nos futurs diplômés qui peuvent exceller dans un tas de domaines et viser des carrières à l'étranger, par exemple »

l'auraient fait à Bruxelles. Je pense aux fours pour sécher les tomates au Mali, où des étudiants de Sciences appliquées sont largement impliqués. La question de l'adaptation des projets aux réalités de terrain est essentielle, tout comme l'expérience humaine, qui est un autre type de savoir.

Esprit libre : La coopération, c'est aussi des chercheurs venus chez nous pour effectuer leur thèse...

Serge Jaumain : Effectivement, nous dépensons annuellement 330.000 euros (sur fonds propres et grâce à de généreux donateurs) pour financer des bourses de doctorat, essentiellement en codirection pour des chercheurs du Sud. Chez nous ces docteurs rayonnent, nourrissent nos enseignements et réfléchissent avec nos chercheurs. De retour dans leur pays, ils deviennent de merveilleux ambassadeurs pour nos relations avec les institutions du Sud. J'ajouterais que chaque année nous accueillons pendant un mois une personnalité du Sud, dans le cadre de notre Chaire « coopération ».

Esprit libre : Reste que pour mener à bien des projets de coopération de façon efficace, les budgets sont forcément élevés...

Serge Jaumain : De fait. Et là aussi, nous poursuivons un travail pour mieux informer la communauté universitaire et surtout nos chercheurs sur les multiples possibilités de financement en la matière, car il n'y a pas que la CUD qui peut débloquer ces ressources ; bien d'autres possibilités existent, qu'elles soient européennes ou autres. Notre mission consiste à mieux les faire connaître.

Esprit libre : Les domaines de la coopération vont de la médecine à la microfinance, en passant par l'éducation à la santé, les sciences appliquées, le droit, l'environnement et le développement durable. Ce dernier domaine est de plus en plus porteur, pour le Sud aussi...

Serge Jaumain : Effectivement les questions d'environnement et de développement durable sont aussi cruciales pour nous que pour les pays du Sud. Je pourrais citer les recherches sur la maladie de Chagas et le trypanosome (maladie du bétail) comme de nombreux autres travaux, à la croisée des chemins entre recherche fondamentale et recherche appliquée, et qui peuvent répondre à des problématiques essentielles en termes de santé publique. Je pense aussi à nos recherches sur l'activité des volcans et les dangers d'éruption ou même à la création à Madagascar d'une ferme d'holothuries (le fameux concombre de mer dont raffolent les Chinois !), un bel exemple de mise en valeur économique d'une recherche fondamentale qui se transforme par ailleurs en modèle économique à forte plus-value sociale.

Esprit libre : Faire de la coopération implique néanmoins, pour le chercheur, de devoir faire face à des problèmes inhabituels ; cela demande un investissement personnel conséquent. Bref, cela peut en décourager plus d'un, non ?

Serge Jaumain : Avant même les problèmes de terrain, il y

a effectivement des points qui peuvent éteindre l'enthousiasme de certains, comme l'aspect administratif lié au montage de projet, souvent lourd à gérer. Je voudrais souligner que le Service des Relations internationales est là pour encadrer et aider au montage de tels projets. Les questions du logement et de l'accueil restent par ailleurs des enjeux essentiels pour réussir notre coopération. Ce sont deux de mes grands chantiers. Nous y travaillons depuis plusieurs années, tout comme au troisième objectif qui est d'ouvrir davantage la coopération aux facultés qui n'ont pas encore suffisamment franchi le pas. Là aussi, il y a encore du travail mais je suis très impressionné par l'intérêt manifesté par de nombreux jeunes chercheurs.



SERGE JAUMAIN,
PHOTO : JEAN JOTTARD.

Terrains d'actions diverses et variées

Santé, sciences, justice, pédagogie, biodiversité, économie, développement durable... Les terrains d'action en matière de coopération sont multiples tant dans les domaines de la recherche que de l'enseignement. Nous vous en présentons ici quelques exemples, parmi de nombreux autres.



1

Concombres : faire éclore une économie locale

Les holothuries ou concombres de mer sont une des ressources marines les plus prisées dans les pays d'Extrême-Orient. Leur surpêche a amené les laboratoires de Biologie marine de l'ULB, de l'UMons et de l'Université de Tuléar (Madagascar) à chercher à acquérir la maîtrise de cycle vital des espèces dans un but aquacole. Depuis 2008, une écloserie et une ferme de grossissement fonctionnent dans la région de Tuléar. Une société privée – Madagascar Holothuries SA [MH.SA] – a été constituée, qui fonctionne en partenariat avec des ONG et des communautés villageoises de bord de mer. Les ONG achètent des holothuries juvéniles à MH.SA ; elles les confient aux villageois et les forment à en maîtriser le grossissement. Une fois la taille commerciale atteinte, MH.SA rachète les holothuries aux villageois et les commercialise sur les marchés asiatiques. À terme, les ONG se retireront du projet et les holothuriculteurs locaux seront directement intégrés à l'exploitation rationnelle de la ressource.

Responsables de projet :
Michel Jangoux et Philippe Dubois



2

Lutter contre la maladie du bétail

En Afrique, le parasite *Trypanosoma*, propagé par la mouche tsétsé, provoque des maladies graves affectant hommes et animaux. La maladie du bétail (nagana), empêche le développement agricole et économique sur plus d'un tiers du continent. Le Laboratoire de parasitologie moléculaire de l'IBMM a construit une protéine qui tue tous les trypanosomes africains, qu'ils soient pathogènes pour l'homme ou pour le bétail. Les perspectives sont très concrètes : le laboratoire propose un protocole totalement original de traitement thérapeutique de la maladie du sommeil humaine, qui est à la fois efficace, indolore, non toxique et non coûteux ; il propose de développer du bétail transgénique capable de produire la protéine qui tue les trypanosomes. Ce bétail devrait être sain et productif en zones d'endémie, et contribuer au développement de l'économie rurale sur toute la partie centrale du Continent.

Responsable de projet : Etienne Pays

3

Biotechnologie et biodiversité à Madagascar

La conservation des ressources phylogénétiques est aujourd'hui une priorité mondiale pour assurer le maintien de la diversité biologique, d'où l'urgence de préserver ces ressources naturelles vitales. La conservation *ex situ* est largement appliquée pour des espèces d'intérêts agronomiques, pharmaceutiques et forestiers. Une collection *in vitro* de quelques 150 accessions de plantes médicinales malgaches a été initiée et un travail permanent assure l'enrichissement continu de cette collection. Fruit d'une collaboration entre le Laboratoire de biotechnologie végétale (ULB) et l'Institut malgache de recherches appliquées (Antananarivo), cette collection est une action pionnière dans le domaine. L'initiative vise un double impact : préserver les ressources génétiques elles-mêmes, et préserver le savoir-faire des pratiques de la médecine traditionnelle. Ce matériel est destiné à alimenter des programmes de cultures en champs pouvant couvrir la demande en matière première, mettant ainsi à l'abri les biotopes naturels afin de contribuer à la réduction des pressions anthropiques sur la biodiversité.

Responsable de projet : Monder El Jaziri





4

Une première école de criminologie en RDC

Ce projet, géré par l'UCL, les FUNDP, l'ULB et l'UNILU a permis l'instauration d'un programme de licence en criminologie. Résultat à ce jour : 40 licenciés, 23 titulaires d'un DEA et 4 docteurs. Il a permis aussi, avec le soutien de l'APEFE, le développement d'un centre de recherche et de formation (CEFO-CRIM), offrant des activités de services à la société en matière de criminologie et de droits humains. Cette structure remplit une lacune académique (c'est une première pour le Congo). Par ailleurs, face aux enjeux politiques et socio-économiques, la structure créée est devenue un pôle d'attraction pour les professionnels de la police et de la justice et pour les membres de la société civile amenés à participer à la restauration de l'État de droit, à la reconstruction du pays en situation post-confliktuelle et à la prise en charge et l'émancipation des populations précaires, marginalisées ou criminalisées. Cette expertise est également précieuse dans le cadre de nombreuses réformes en cours (protection de la jeunesse, police, justice...) ou pour la gestion de nouveaux problèmes sociaux (conflits dans les secteurs minier et foncier).

Responsable de projet : Philippe Mary

5

Sols contaminés au Katanga

Au Katanga, un projet interuniversitaire ciblé (mené côté ULB par le Service d'Écologie végétale et Biogéochimie) vise à prévenir et à remédier aux impacts environnementaux des activités minières au Katanga. Un siècle d'industrie métallurgique a contaminé les sols en métaux lourds toxiques, dans des zones souvent très peuplées. Le code minier congolais et la banque mondiale imposent aux entreprises minières des études d'impact avant l'exploitation et une remise en état après exploitation. Pour répondre à ce défi, il convient de former des spécialistes en environnement minier et en remédiation et de développer des recherches en écologie environnementale appliquée. La stratégie de coopération consiste ici en un renforcement de la formation via la création d'un DEA ; la mise en place d'outils : jardin expérimental et laboratoire d'écologie ; et le développement d'un concept-clé : la restauration écologique (4 thèses de doctorat), qui permet de rétablir des végétations sur ces sols très dégradés (phytostabilisation) par la domestication de plantes adaptées. L'originalité du projet est d'utiliser les ressources de la biodiversité du Katanga, à savoir des plantes naturellement adaptées au cuivre et au cobalt.

Résultat : un procédé de restauration écologique a été mis au point, comprenant un apport d'amendements bloquant les métaux dans le sol, une plante tolérante à plusieurs métaux et un protocole de plantation.

Responsable de projet : Pierre Meerts



6

Biologie moléculaire avec Boumerdes

L'Algérie connaît depuis son indépendance une des plus fortes croissances démographiques au monde, associée à une croissance exceptionnelle de sa population universitaire. Suite au tremblement de terre de 2003 qui ravagea l'Est d'Alger et en particulier la jeune université de Boumerdes (25.000 étudiants), des chercheurs de l'ULB se sont engagés avec le soutien de l'UE, de WBI (Wallonie-Bruxelles International) et de la CUD dans un programme de développement de l'enseignement et de la recherche en biologie moléculaire. Ces projets ont débuté par le rééquipement des bibliothèques et des laboratoires de TP et par la formation des enseignants à donner des TP modernes. Ils se sont étendus actuellement à la recherche, trois thèses de doctorat étant en cours au travers d'un projet PIC (en collaboration avec l'ULg). La commission interministérielle mixte WBI/Algérie a également approuvé en 2010 un programme de trois ans sur une thématique essentielle pour ce pays : l'étude et la gestion des eaux de surface.

Responsable de projet : Paul Jacobs

8

Traitement de l'ostéo-myélite à Ouagadougou

L'ostéomyélite est une infection aiguë ou chronique de l'os. En Afrique, en raison d'une hygiène défectueuse, de traitements inadaptés, insuffisants ou tardifs, la forme chronique est la plus fréquemment rencontrée. Le traitement est lourd, coûteux pour les familles, et souvent n'est pas poursuivi jusqu'au bout. Ces raisons ont incité des équipes de chercheurs de l'ULB, de l'Université de Ouagadougou et de l'ULg à développer un gel biorésorbable d'antibiotique à longue durée d'action destiné à être placé *in situ* dans les cavités osseuses préalablement curetées par les chirurgiens. Lorsque les chercheurs ont obtenu l'assurance que les gels fabriqués étaient de qualité et ne montraient pas de toxicité, des essais cliniques de phase II ont été menés par des chirurgiens à l'hôpital Yalgado Ouedraogo. L'étude clinique est toujours en cours, 19 patients ont été traités avec succès et aucune récurrence d'infection n'a été observée à ce jour. Ces travaux ont fait l'objet d'une thèse de doctorat en co-tutelle UO-ULB.

Responsables de projet : Jacques Dubois, Viviane Henschel, Karim Amighi

7

Au Mali & au Burkina Faso, des projets impliquant nos étudiants

Depuis 2006, la Cellule de coopération au développement de la Faculté des Sciences appliquées permet chaque année, à une quinzaine d'étudiants, de réaliser différents projets d'ingénierie dans le domaine de la coopération au développement. L'objectif est triple : répondre à une demande d'un pays en développement concernant un problème technique ; permettre aux étudiants de la Faculté de réaliser un projet avec les contraintes du terrain au Sud et en collaboration avec des partenaires locaux ; et tisser un réseau de solidarité entre différents partenaires au Nord et au Sud. Les projets portent sur des aspects variés, comme le séchage d'aliments, l'utilisation de l'énergie solaire (par exemple pour réaliser un frigo solaire), la production d'eau potable, la valorisation de la biodiversité ou la télémédecine. Cinq étudiants de première année de Master ont élaboré un extracteur solaire d'huiles essentielles au Burkina-Faso, en collaboration avec l'Université de Ouagadougou (UO). Ce prototype est utilisé par cette dernière en tant qu'outil pédagogique, de recherche et de service à la communauté, et a été optimisé conjointement par l'UO et l'ULB.

Responsables de projet : Benoît Haut, Antoine Nonclercq, Cédric Boey

9

Enseignement des sciences au Burundi

Le projet interuniversitaire ciblé, « Pratique des sciences expérimentales » mené au Burundi, a permis d'installer un diplôme d'études spécialisées. Il recrute des enseignants du secondaire dans les disciplines scientifiques et les forme à la démarche expérimentale en centrant les pratiques sur le bagage culturel implicite ou explicite des étudiants. Le but est de produire des leçons de sciences qui font sens pour les élèves et qui sont réalisables, même dans des classes surpeuplées, avec du matériel rudimentaire. L'action est partie d'un constat évident et pourtant trop peu souvent explicité : il n'y a pas de transfert de savoir et donc d'enseignement, même scientifique, si l'on ne crée pas les conditions culturelles de ce transfert. Il fallait donc « rompre » cette tendance au mimétisme qui enseigne des sciences occidentales, en français, démultipliant ainsi les difficultés des étudiants burundais lorsqu'ils doivent essayer de matérialiser les concepts véhiculés dans ces cours.

Responsable de projet : Pasquale Nardone



Nos étudiants & les défis de la coopération

Deux exemples parmi bien d'autres...



LA CODEPO À POLYTECH...

La Cellule de coopération de l'École polytechnique de Bruxelles (CODEPO) a pour objectif principal de proposer aux étudiants de Master un premier investissement dans un projet de coopération au développement.

Elle est gérée par des professeurs et chercheurs de l'École. Ses missions ont trait essentiellement à :

- la pédagogie, en participant à la formation des étudiants de l'École et en les amenant à réaliser un projet avec les contraintes du terrain au Sud, tant techniques que culturelles;
- la recherche scientifique et technique, en produisant des avancées dans les domaines couverts par les projets et en diffusant l'information dans des journaux scientifiques ou lors de conférences;
- l'éducation au développement, en offrant une ouverture aux étudiants de l'École sur la coopération au développement et les principales problématiques qui y sont liées afin d'en faire des citoyens et ingénieurs du monde.

Chaque année, ce sont ainsi environ 20 étudiants qui, dans le cadre d'un projet ou de leur mémoire, partent à l'étranger afin de s'impliquer dans le développement de procédés de conservation des aliments, de la télémédecine, des énergies renouvelables et de valorisation de la biodiversité des pays du Sud.



Burkina Faso

Contre les AVC à Bobo-Dioulasso

Il s'agit d'un projet interdisciplinaire dans le cadre du rapprochement des acteurs santé de l'ULB regroupé au sein du « Pôle santé » et de l'accueil de stagiaires (12 étudiants belges à ce jour) à la faculté de médecine de l'**Université de Bobo Dioulasso** au travers du Projet interuniversitaire ciblé (PIC) « Santé-nutrition-survie de l'enfant ».

Interdisciplinaire, ce projet regroupe des enseignements tels que la médecine, la pharmacie, la santé publique et la science de la motricité afin d'atteindre un objectif global : réduire la mortalité et la morbidité des accidents vasculaires cérébraux (AVC) à Bobo-Dioulasso. Pour ce faire, six étudiants du Nord (Pôle Santé de l'ULB) ont collaborés avec six étudiants du Sud (Pôle Santé de Bobo-Dioulasso) pour mettre sur pied un guide diagnostique et thérapeutique des accidents vasculaires cérébraux, élaborer une stratégie de communication et d'éducation concernant les facteurs de risques et enfin définir un schéma de réadaptation fonctionnelle des personnes porteuses de séquelles post-accidents vasculaires cérébraux au niveau périphérique des Centres de santé et de promotion sociale. Trois tâches primordiales que les étudiants belges et burkinabés ont accomplis main dans la main.

LA MOTIVATION AVANT TOUT

Ce projet signifie beaucoup pour les étudiants : « Partir dans ce cadre, c'est aussi collaborer avec d'autres étudiants du Pôle santé et pouvoir partager des points de vue différents, des com-

pétences et des connaissances. Cela crée une émulation que je trouve importante pour ouvrir des horizons de réflexions et d'approches humaines et thérapeutiques », explique un étudiant. Cette motivation est nécessaire puisque les maladies cardio-vasculaires (dont les accidents vasculaires cérébraux) constituent l'un des 4 principaux types de maladies non transmissibles et sont responsables de la plupart des décès par ces maladies au Burkina Faso. Des résultats sont attendus de cette collaboration au travers des objectifs fixés afin de diminuer les retards de prise en charge des AVC dus à la méconnaissance des symptômes, les retards à la prise en charge au niveau des formations sanitaires périphériques (retard de diagnostic, retard de référence) et un retard dans la réadaptation fonctionnelle. Cela a été possible avec l'appui et l'encadrement de spécialistes et avec la participation des agents de santé des zones du projet. Il s'agit donc d'une initiative donnant-donnant, l'un apprenant de l'autre pour obtenir le meilleur résultat...

> **Cécile Collart**

Nord-Kivu

Un système de gestion des soins de santé sur mesure

Cet été, une étudiante ingénieure biomédicale de l'École polytechnique et un étudiant informaticien de la Faculté des Sciences de l'ULB se sont rendus à l'**Hôpital de Kirotshe**, situé dans la province du Nord-Kivu en République démocratique du Congo (RDC) dans le cadre de leur cursus. Leur mission, remplie avec succès, avait pour objectif de proposer, de développer et d'installer un système informatique adapté permettant de gérer les données des patients de tout l'hôpital.

Auparavant, toutes les données concernant les patients étaient consignées sous format papier dans des registres, ce qui rendait la remise de rapports et la compilation des données sanitaires fastidieuses et sujettes aux erreurs. Ajoutons à cela les difficultés souvent rencontrées en Afrique tels que les ressources humaines ou les infrastructures, et la nécessité d'un système informatisé devient évidente. Ces systèmes de gestion des hôpitaux existent déjà, bien entendu, mais sont trop souvent hors de prix et peu adaptés aux réalités du terrain. Dans le cas de l'hôpital Kirotshe, le système a été mis sur pied en partenariat avec le personnel médical et les autorités du Nord-Kivu afin que le produit final corresponde au mieux à leurs besoins. Il s'agit donc d'un système conçu sur mesure en adéquation avec les tâches quotidiennes ainsi que « d'assurer un passage 'soft' vers l'informatisation des registres des patients ». Les

avantages de ce système sont nombreux : facilité d'encodage, plus besoin d'effectuer les calculs nécessaires aux statistiques, etc. De plus, le fait que le projet s'intègre dans le cursus des étudiants de l'ULB a sensiblement réduit les coûts du système et permis de fournir cinq ordinateurs aux différents services de l'hôpital.

Ce projet, né de la collaboration entre la Cellule de coopération au développement de l'École polytechnique de l'ULB (CODEPO) et le Centre scientifique et médical de l'ULB pour les activités de coopération (le CEMUBAC, qui fête ses 75 ans cette année - voir p.14) est une première qui sera suivie par d'autres collaborations, sur le long terme, entre l'ULB et l'Hôpital de Kirotshe. La CODEPO propose chaque année à une vingtaine d'étudiants de Master, un premier investissement dans la coopération.



Reconsidérer nos coopérations ?

Le rôle des sciences humaines

Dans le cadre d'un programme de la CUD, Pierre Petit (Laboratoire d'anthropologie des mondes contemporains) a travaillé sur la question des acteurs émergents de la société civile qui, depuis une vingtaine d'années, sont omniprésents dans les politiques d'enseignement, notamment via les projets de coopération internationale. Objectif sous-jacent : affiner l'approche des projets à long terme en répondant au mieux aux réalités socioculturelles du terrain.



Pierre Petit



À lire

Société civile et éducation. Le partenariat à l'épreuve du terrain, sous la direction de Pierre Petit, Académia Bruylant, 2010, 224 pages.

Il faut sans doute remonter à la fin des années 80 pour situer le changement dans les rapports de coopération Nord-Sud. Dans de nombreux pays africains, des relais de la société civile (associations de parents, syndicats d'enseignants, ONG...) ont été de plus en plus systématiquement associés aux gouvernements en matière d'éducation, et cela dans une démarche réputée « participative », soutenue par un discours ambiant et consensuel sur « l'apport des acteurs de terrain » tenu par les grandes institutions internationales (Banque mondiale, UNESCO...). Manquait néanmoins une analyse critique de cette évolution. Non pas pour mettre à mal les nouveaux modèles, mais plutôt pour tenter de les infléchir dans une démarche constructive. Ce projet d'analyse critique a été entrepris dans le cadre d'un partenariat entre l'ULB (Pierre Petit) et l'ULg (Marc Poncelet).

2015 : « L'ÉDUCATION POUR TOUS » ?

« Un des apports principaux des sciences humaines est ce regard critique, relatif aux mécanismes de décision et d'implémentation qui s'appliquent au Sud et qui ne sont jamais idéologiquement neutres, explique le chercheur, quoi qu'en disent les discours techniciens qui les portent. C'est le cas en matière d'enseignement où la rhétorique actuelle est essentiellement urgentiste ». Sous couvert de l'urgence (la « Déclaration mondiale de Dakar sur l'éducation pour tous » évoque la date-but-toir de 2015), ce discours impose une obligation de résultats à court terme, quantifiables, avec tous les dérapages que cela suppose, notamment en termes de qualité de l'enseignement. Il y a donc derrière les effets d'annonce autour de l'éducation pour tous, la mise en place d'une série de mécanismes de donant-donnant (de l'aide en échange de l'application de politiques définies par des organismes supranationaux) qui peuvent être néfastes à la qualité de l'éducation d'une part, et à son financement d'autre part. « Cela peut nuire à la construction des politiques sur le long terme », renchérit Pierre Petit.

« HARO SUR L'ÉTAT »

L'atomisation de l'éducation autour de la société civile s'est concrétisée alors que le délitement socio-économique de nombreux Etats africains était à son comble. « Mais, explique Pierre Petit, on s'est vite rendu compte des limites d'une telle approche. Au début des années 2000, on est revenu à des plans d'éducation définis au niveau national, avec néanmoins toujours une large contribution des acteurs de la société civile. Cependant,

cette évolution n'a pas rendu aux États leurs prérogatives traditionnelles en matière d'éducation, l'aide étant toujours conditionnée à certains *modus operandi* ». Dès lors, on constate que les programmes de lutte contre la pauvreté sont très largement inspirés, voire « copiés-collés », de modèles fournis par les grandes agences internationales. Avec tout ce que cela sous-tend comme conceptions implicites. « En Occident, nous concevons la société civile selon des modèles peu appropriés aux sociétés africaines, où il y a une collusion forte entre le politique, la famille, l'économique, le religieux... Ce sont en définitive les élites locales qui jouent souvent le rôle de 'relais participatifs' ». L'ouvrage publié synthétise les résultats des recherches et met l'accent sur ce hiatus entre les discours et les pratiques, dénonçant une vision idéalisée d'un monde où la société civile est par nature vertueuse, et où la démocratie participative serait forcément représentative de la base, des populations locales concernées et de leurs attentes. « Il faut être réaliste en matière de coopération et tenir compte des réalités sociales et politiques des sociétés aidées. Par ailleurs, le regard de l'anthropologue doit être double et se porter également sur le fonctionnement des instances nationales et internationales qui définissent, coordonnent et gèrent l'aide des pays du Nord ». Il n'y a pas de raison, sur le plan scientifique et moins encore sur le plan éthique, de placer hors de l'analyse ces acteurs centraux des processus de « développement ».

ENJEUX

Au départ d'enquêtes de terrain menées dans quatre pays (Bénin, Congo, Sénégal et Argentine), l'ouvrage **Société civile et éducation. Le partenariat à l'épreuve du terrain** offre donc matière à réflexion sur la nature même de nos coopérations, en posant en filigrane une série de questions prospectives sur les possibles évolutions de celles-ci.

Ibrahim Moungande

Parcours d'un doctorant du Sud en Arts du spectacle

Doctorant en Faculté de Philosophie et Lettres, Ibrahim Moubgande est soutenu par une bourse des Fonds ULB. Étudiant/chercheur inscrit en Sciences de l'information et de la communication, il prépare depuis 2009 **une thèse de doctorat en Arts du spectacle vivant** qui, jusqu'ici, s'intitule « De la pratique rituelle au spectacle vivant : une approche sémio-anthropologique du « Nguon » et du « Ngondo » au Cameroun ». Parcours.

Je réalise une thèse en cotutelle, entre Belgique et Cameroun. Le promoteur de ma thèse est le Pr André Helbo (ULB) et la codirection est assurée par le Pr Bole Butake (Université de Yaoundé I) qui est mon université d'origine. Il va donc sans dire que je suis membre du ReSIC (unité de recherche des Sciences de l'information et de la communication de l'ULB) et fruit de la coopération Nord/Sud ; coopération qui non seulement a assuré ma formation mais aussi me soutient financièrement au quotidien dans la réalisation de ma thèse. L'objectif principal est de contribuer au développement de la collaboration scientifique entre chercheurs Nord/Sud et surtout de favoriser la mobilité internationale de ces derniers.

APPORTS DE MON PASSAGE EN BELGIQUE

Comment ai-je vécu mon séjour en Belgique et qu'ai-je pu mener dans le cadre de mon doctorat ? J'aimerais d'abord rappeler que le doctorat est conféré en principe après trois ou quatre années de recherche postérieures à l'obtention d'un Master, d'un Diplôme d'études approfondies (DEA) ou de tout diplôme équivalent. Il porte surtout sur la réalisation d'un travail scientifique original. Dans cette logique, l'ULB (Nord) a été d'un apport capital dans la préparation de ma thèse ; j'en veux pour preuve des formations d'accompagnement et/ou des enseignements auxquels j'ai eu l'insigne honneur d'être associé ou de participer (à l'ULB, à l'Académie royale de Belgique...), des stages, des séminaires (ethnoscénologie à l'Université de Paris 8), des missions ou stages organisés dans le cadre de l'école doctorale (Journées Jeunes chercheurs Geriico), la liste n'est pas exhaustive.

Par ailleurs, une thèse ne peut se faire que dans un cadre adéquat, ce dont nous ne disposons pas toujours dans le Sud. Ainsi ai-je bénéficié d'une bibliothèque fournie et garnie qui m'a permis de dégager l'originalité de mon travail et d'avancer rapidement dans ma recherche. Au bout de quatre années de recherche – surtout quand on est encadré par des spécialistes –, on est bien mieux outillé et en mesure de propager ce savoir acquis dans son université d'origine une fois rentré au pays.



PROJETS, PARTENARIATS

Une fois que j'aurai défendu ma thèse, le projet le plus probant est celui de mon retour dans mon université d'origine : l'Université de Yaoundé I. Pour deux raisons majeures : d'une part, pour mon intégration socioprofessionnelle dans mon pays et en milieu universitaire où j'occupe déjà comme enseignant vacataire depuis quelques années. D'autre part, pour faciliter la mise en valeur des résultats de ma recherche doctorale. Cela passerait par la mise sur pied d'un laboratoire ou d'une unité de recherche à large spectre, à l'image de la formation que j'ai acquise à l'ULB (sémiologie, anthropologie, ethnoscénologie et par-dessus tout l'afroscénologie que je défends dans ma thèse...). Ainsi les miens pourraient bénéficier de mes connaissances. A côté de toutes ces initiatives, j'aimerais mener des recherches post-doctorales avec l'appui de mon promoteur de recherche dans l'une des universités partenaires de mon université du Nord : l'ULB.

ÉLARGIR LE SPECTRE DES BÉNÉFICIAIRES

Je me battraï autant que faire se peut pour pérenniser et développer ce partenariat. Dans cette optique, il faudra d'abord améliorer la visibilité de cette coopération au sein de l'Université de Yaoundé I, car rares sont les chercheurs qui sont au courant non seulement de son existence mais aussi d'une telle possibilité de mobilité internationale. Je compte bien faire de la sensibilisation sur ces échanges.

J'envisage aussi de mettre sur pied un laboratoire qui, avec le temps, pourrait se transformer en école doctorale taillée à la mesure des écoles doctorales occidentales. Ainsi, cette école pourrait se rapprocher de l'ULB pour l'amélioration de son image scientifique. Je pense aux infrastructures à la pointe de la technologie, au financement des recherches au niveau local. Il ne serait plus question pour l'ULB, avec cette initiative, de déboursier autant de moyens pour la formation d'un seul chercheur obligé de se mouvoir, mais de mettre ce moyen à la disposition du laboratoire, celui-ci profitant alors à un collectif de chercheurs. L'idée est d'élargir le spectre des bénéficiaires et de créer une plate-forme de communication et d'échange d'expérience (post doctorale, échange d'étudiants...). Pourraient donc se développer des réseaux de publication et la mise en valeur des résultats de recherche effectuées tant au Nord qu'au Sud. Une autre manière de poursuivre et de métamorphoser la coopération Nord-Sud !





Phum Rach, village de l'ethnie Tampuan, à la pointe Nord-Est du Cambodge. Il est 11h30 ce 6 février et **une équipe du projet Annâdya rend visite à Mme Sorya Vik**, une productrice engagée dans l'activité piscicole du projet. Sur le chemin, un couple de voisins âgés prépare le repas. Au menu ? Riz gluant et bouillon de fruit du jacquier, consommé encore vert...

Annâdya : le bonheur de manger à sa faim au Cambodge et au Laos

« Il n'y a rien à manger aujourd'hui », nous confie cette grand-mère, sans émotion. On ne s'étonne pas de son ton résigné ; c'était déjà le cas pour de nombreuses familles les semaines précédentes dans les autres villages. Rien d'autre dans les marmites que du riz, que l'on consomme ici trempé dans la sauce de soja et du piment et là-bas avec un peu de poisson fermenté. C'est la saison sèche et les légumes sauvages se font rares lors des cueillettes. À cause de la déforestation galopante et des barrages hydro-électriques, la chasse et la pêche n'apportent plus que de rares prises. Dans cette zone reculée comme dans plusieurs régions pauvres d'Asie du Sud et du Sud-Est, on ne peut certes pas parler de famine. Mais la précarité nutritionnelle demeure bien réelle, tant sur le plan de la diversité que des quantités. Et la carence flagrante de micronutriments, de lipides et de protéines est mesurable sur les courbes de croissance de trop nombreux enfants. Dès lors, pour lutter contre l'insécurité alimentaire, l'Union Européenne a mis sur pied le programme « Technology Transfer for Food Security in Asia ». Dans ce cadre, l'ULB a remporté l'un des six fonds mis en compétition pour un projet visant les provinces frontalières du Ratanakiri (Cambodge) et d'Attapeu (Laos). Avec ses partenaires l'ULg-Gembloux Agro-Bio Tech, l'Université d'Agriculture de Hanoi et l'ONG Cambodgienne CEDAC, l'ULB s'est attelée depuis février 2012 à aider les petits producteurs issus de minorités ethniques à augmenter leur production agricole et par là à améliorer leur santé nutritionnelle. Inspiré du terme sanskrit qui signifie « le bonheur de manger à sa faim », ce projet a été intitulé Annâdya. Il est doté d'un budget de 3 400 000 euros, financé à 90 % par l'UE, et s'achèvera début 2015.

5000 PERSONNES AMÉLIORENT LEUR ALIMENTATION

Au 13^e mois d'activités, l'heure d'un premier bilan a sonné. Le projet s'est voué en priorité à augmenter les rendements rizicoles, pilier de la sécurité alimentaire localement. Au Cambodge, 191 familles ont testé le Système d'Intensification

du Riz (SRI) ; une méthode entièrement écologique qui repose sur l'amélioration des pratiques existantes et ne nécessite ni investissement ni intrant. Le SRI a permis une augmentation moyenne de 35,5 % des rendements. Près de 1000 personnes ont ainsi obtenu un surplus équivalent à 8 semaines d'alimentation additionnelle. Parce qu'elle est relativement simple à pratiquer et joue un rôle nutritionnel important, l'horticulture est aussi promue par Annâdya. 511 jardins potagers ont été mis en place dans les deux provinces, permettant déjà à 2800 personnes une ration régulière de légumes en cette période de saison sèche. La production animale n'est pas en reste avec 135 petits élevages avicoles débutés au Cambodge ainsi qu'une dizaine d'élevages caprins, bovins et porcins au Laos et près de 200 familles impliquées dans la pisciculture dans les deux pays. Si la volaille et les gros animaux sont généralement considérés comme des activités génératrices de revenus, le poisson joue quant à lui un rôle direct dans l'amélioration nutritionnelle. On peut évaluer les bénéfices actuels de cette dernière activité à environ 60 rations de protéines pour chacun des 1100 bénéficiaires. Outre l'extension du nombre de bénéficiaires, la priorité des prochains mois va à la petite transformation grâce aux séchoirs solaires développés par le TIPs (ULB) ; l'accès des producteurs au marché ; l'organisation communautaire de base ; l'étude des pratiques alimentaires et la sensibilisation à l'équilibre nutritionnel.

ANNÂDYA : UNE ÉQUIPE MULTIDISCIPLINAIRE

Annâdya repose sur la complémentarité d'expertises anthropologique (Prof. P. Petit, directeur du projet, LAMC-ULB) ; agronomique (Prof. P. Lebailly et C. Delannoy, ULg-Gx ABT ; Prof. Vu Dinh T., HUA ; CEDAC) ; d'ingénierie (B. Haut, TIPs-ULB) ; de santé publique (Prof. P. Donnen, Erasme-ULB) ; et de gestion administrative et financière (J-L. Moortgat, DRE-ULB). Sur le terrain, Annâdya est géré par A. Schubert (conceptrice du projet, ULB).

Burundi

Économie des ménages et du pays sous la loupe

Économiste et sociologue, titulaire de la Chaire Marie et Alain Philippson en développement humain durable, Philip Verwimp s'intéresse à la santé des enfants et à la sous-nutrition en Afrique « parce qu'elle aura inévitablement des répercussions sur l'économie du pays à moyen terme : un enfant mal nourri avant 5 ans risque de présenter une croissance insuffisante, un développement cérébral inférieur, des problèmes de santé à répétition, une scolarité réduite et donc, à l'âge adulte, une qualification faible » explique le chercheur.

Au lendemain des conflits armés des années 90, Philip Verwimp a lancé une vaste étude de terrain auprès de quelque 1.400 ménages au Burundi afin de dresser un bilan de leurs santé, scolarité, niveau de vie... Cinq ans plus tard, il y est retourné pour mesurer les éventuelles évolutions.

AU SEIN DES MÉNAGES

Cet été, Kasia Cieslik, Jesse d'Anjou et Lionel Ngenzebuke, tous trois doctorants de la Faculté Solvay Brussels School of Economics and Management ont collecté de nouvelles données auprès des mêmes ménages, avec le soutien du FNRS. « Ils sont allés à la rencontre de la population locale et ont conduit des entretiens pour comprendre comment s'organise la distribution des ressources au sein des ménages, comment les familles gèrent leur budget. Nous essayons de répondre à une question centrale : si nous voulons que l'argent bénéficie au bien-être de tous les membres du ménage et en particulier aux enfants, à qui devons-nous le donner et sous quelle forme ? »

Une des originalités de l'étude est qu'elle suit sur tout le pays, les mêmes ménages depuis près de quinze ans, soit avant la guerre civile, au lendemain de celle-ci et quelques années plus tard. « Nous avons notamment observé que les jeunes commencent désormais à profiter du retour à la paix au Burundi : ils osent ouvrir un commerce ou lancer leur entreprise ; la scolarisation augmente puisque les frais pour l'école primaire ont disparu... Mais la croissance économique est encore lente, plus lente que ce qui a déjà été observé dans d'autres pays frappés par un conflit. En cause, sans doute, l'instabilité politique du pays encore forte » souligne Philip Verwimp.

L'étude prend aussi en compte l'évolution de ces ménages : mariages, naissances, décès, déménagements, etc. - afin de pointer un éventuel effet "générations" (par exemple, le bien-être des nouveaux ménages est-il lié au bien-être des parents ?).

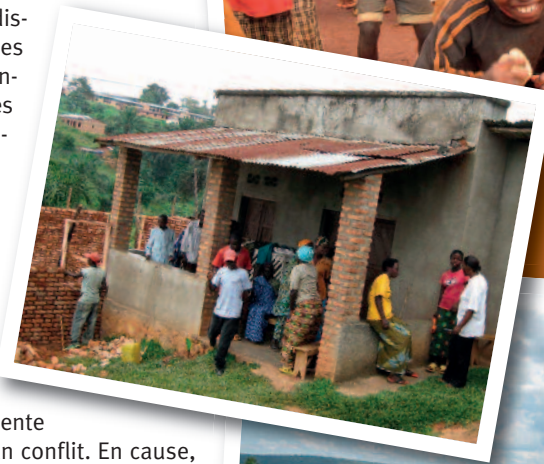
HYPOTHÈSES TESTÉES

Les équipes de l'ULB travaillent avec un partenaire local qui implante en 2013 différentes formules d'aide auprès des 1.400 ménages observés : don, crédit, rien. Les chercheurs vont ensuite mesurer l'impact de chaque mesure sur le bien-être de ces ménages. Cette approche s'inscrit dans un mouvement international de mesure de l'impact des actions de développement.

« Grâce à notre étude longitudinale, nous espérons identifier la meilleure manière d'aider les ménages. Nous devons en effet savoir s'il est plus judicieux de donner de l'argent au père, souvent accusé de le gaspiller en alcool ou distractions ou plutôt à la mère et en quelle proportion. Nous devons également tester s'il est préférable d'apporter cette aide sous forme de don ou plutôt de prêt, ce qui, selon certaines théories, responsabiliserait plus les bénéficiaires... Chaque hypothèse sera testée. Pour éviter des jalousies ou rivalités entre ménages, nous appliquerons une même mesure dans tout un village » précise Philip Verwimp.

Les résultats de cette vaste étude de terrain devraient être présentés en 2014-2015, lors d'un workshop qui réunira les acteurs politiques et associatifs de l'aide au développement afin de transposer sur le terrain les enseignements acquis...

Des enfants mal nourris avant cinq ans et l'économie du pays trinque quelques années plus tard... Des chercheurs de la Faculté Solvay Brussels School of Economics and Management – ECARES et CERMI – l'observent en Afrique.



Compétences croisées

Conduite au sein de la Faculté Solvay Brussels School of Economics and Management, cette vaste étude croise les intérêts et les compétences de plusieurs groupes de recherche. Aux côtés de Philip Verwimp, on trouve Bram de Rock (ECARES, European Centre for Advanced Research in Economics and Statistics) qui, grâce à une bourse du Conseil européen de la recherche (ERC), étudie les comportements de consommation des ménages. Co-directrice du Centre Européen de Microfinance (Cermi), Ariane Szafarz participe également à cette recherche ; tout comme Marek Hudon, partenaire d'un Pôle d'attraction interuniversitaire (PAI) sur les entreprises sociales, actives en majorité dans les pays du sud.



Au Congo, le CEMUBAC & la coopération médicale



Le CEMUBAC « Centre scientifique et médical de l'Université libre de Bruxelles pour ses activités de coopération » est comme son nom l'indique une ONG de l'ULB **spécialisée dans des actions de coopération de type médical**. Elle travaille depuis 75 ans principalement dans le domaine de la santé publique et de l'organisation des systèmes de santé dans les pays d'Afrique centrale. Depuis peu, elle a également développé des activités en matière d'éducation au développement auprès de la communauté universitaire.

En tant qu'ONG « universitaire », le CEMUBAC agit selon un modèle de coopération scientifique et médicale tenant compte, d'une part, des priorités identifiées sur le terrain avec ses partenaires et, d'autre part, des spécificités d'une organisation de coopération universitaire.

UN MODÈLE DE COOPÉRATION

Ce modèle définit les trois principes qui guident ses interventions depuis plusieurs années : l'appui au fonctionnement global des systèmes de santé ; le développement d'un programme de formation continue et la promotion d'un programme de recherche appliquée.

DES ACTIONS ET DE LA FORMATION

Depuis quelques années, le CEMUBAC a concentré ses actions de développement sur la seule République démocratique du Congo (RDC) où il conduit des actions dont la finalité est le renforcement du système public de santé et le développement des compétences des acteurs de ce système. Les projets y sont mis en œuvre par des équipes congolaises, en collaboration étroite avec les autorités et les acteurs du terrain, et avec l'appui ponctuel d'experts extérieurs. En matière de formation, chaque projet est associé à un plan de formation du personnel. C'est ainsi que sur les 10 dernières années, une quarantaine de bourses ont été attribuées aux cadres congolais partenaires des projets. Outre les projets de développement au

Sud, le CEMUBAC s'implique activement, depuis quelques années, dans des activités d'éducation au développement à destination de l'ensemble de la communauté universitaire de l'ULB. L'objectif de ce volet est de sensibiliser le public à la question des relations Nord-Sud, et de promouvoir l'adoption de comportements et de pratiques en faveur d'un monde plus juste et solidaire.

PROJETS

De manière concrète, à l'aube 2013, le CEMUBAC mène actuellement :

- Un programme de 3 ans (2011-2013) cofinancé par la coopération belge ;
- Un projet d'urgence d'appui à la zone de santé de Kirotshe, financé par Oxfam-Novib ;
- Une enquête sur la maternité sans risque financée par le FNUAP.

PARTENARIATS

Le CEMUBAC est partenaire dans :

- Le projet 10^e FED de l'Union européenne ;
- Un projet de prise en charge des femmes victimes des violences sexuelles en collaboration avec Oxfam-Novib (financement de l'Union européenne) ;
- La réalisation de deux projets de coopération universitaire.

Et plusieurs projets sont en préparation (formation en gynécologie – obstétrique des médecins du Kivu, projet de prise en charge de la mère et de l'enfant au Nord-Kivu, etc.).

LES FINANCEMENTS

Deux types de financement permettent au CEMUBAC de mener des actions sur le terrain :

- celui obtenu de la DGD – la Direction générale de la coopération belge – (impliquant un apport de 20 % de la part du CEMUBAC) qui lui permet de négocier le contenu de ses actions ;
- ceux obtenus via des bailleurs de fonds (Banque mondiale, Union européenne...). Dans ce cas le contenu est imposé par le bailleur, mais le financement est généralement de 100%.

Les fonds mobilisés par le CEMUBAC pour assurer sa part de cofinancement dans le budget de certains projets (en particulier dans le programme cofinancé par la coopération belge) proviennent notamment de la dotation annuelle apportée par l'Université libre de Bruxelles ; des appuis réguliers apportés par les « Fonds David et Alice Van Buuren » et « Fonds Héger-Masson » ; des recettes générées par les nombreuses missions effectuées par les cadres du CEMUBAC.



Issa Some

Entre Ouaga et Bruxelles, son cœur balance

Formé à l'Institut de Pharmacie de l'ULB, Issa Some est depuis une dizaine d'années professeur dans son pays d'origine, le Burkina Faso, à Ouagadougou. Il a passé quelques semaines en Belgique, dans le cadre de la Chaire Coopération du BRIC en 2011. Qu'a-t-il conservé comme souvenirs et comme liens avec son Alma Mater belge ? Quel est le sens de ses recherches et des collaborations internationales auxquelles il participe ?

Comment en suis-je venu à poursuivre des études de pharmacie à Bruxelles ? Dès mon adolescence j'ai été attiré par le domaine de la santé. Une fois mon Baccalauréat en poche, plutôt que la médecine, j'ai préféré suivre des études de pharmacie à Dakar, sur les conseils d'un ami qui depuis est devenu un collègue à l'Université de Ouagadougou. Nous avons donc suivi la même formation ensemble. Or vers la fin des années 80, à Dakar, il y avait beaucoup de troubles sociaux et politiques. Le Sénégal a décidé à l'époque de fermer l'Université, en invalidant l'année en cours. Notre gouvernement a alors tenté de trouver des solutions pour nous permettre de poursuivre notre cursus. C'est comme cela que nous sommes venus en Belgique, à l'Université libre de Bruxelles, pour poursuivre nos licences.

Il faut préciser que les relations entre l'Université de Ouaga et celle de Bruxelles étaient soutenues, grâce aux professeurs Léopold Molle et Michel Hanocq, qui fut président de l'Institut de pharmacie à l'ULB, et ainsi qu'au ministre burkinabé de l'Enseignement supérieur de l'époque, le professeur Mouhoussine Nacro. De ce fait, l'ULB a accepté de nous admettre directement dans l'année en cours, sans nous obliger à recommencer les candidatures.

SPÉCIFICITÉS DES ÉTUDES...

À Dakar, les études de pharmacie étaient beaucoup plus axées sur la biologie, adaptées à nos réalités de terrain, à nos pathologies... À Bruxelles, l'orientation était plus centrée sur la chimie et la chimie-physique, qui mènent à la fabrication de médicaments. En Belgique, j'ai pu bénéficier d'un encadrement technique et de TP beaucoup plus poussés qu'à Dakar.

En 1991, j'ai enchaîné avec une licence spéciale en Chimie analytique et je suis rentré ensuite au pays pour revenir peu de temps après à l'ULB, effectuer mon doctorat. Ce choix de la chimie analytique correspond à ma volonté initiale de revenir travailler et vivre au Burkina Faso. C'est précisément l'époque où l'ULB a aidé notre Université à monter sa section « pharmacie ». Des professeurs belges sont donc venus chez nous pour assurer les enseignements et ont dans le même temps formé la relève burkinabè. Ma thèse, consacrée à la modélisation des cinétiques chimiques, concernait l'affinement du mode de traitement de données des études de stabilité sur les médicaments.

...GUINDAILLES INOUBLIABLES AUSSI !

Concernant mon passage à l'ULB, ce qui m'a beaucoup marqué - d'un point de vue plus social et culturel - et même si je n'ai pas été baptisé, c'est... le folklore étudiant ! Ce sont les guindailles auxquelles j'ai pu participer. J'ai particulièrement apprécié cet aspect qui marque le début de l'année à l'ULB. Côté moins drôle, si tout se passait pour le mieux sur le campus universitaire, je me rappelle avoir subi pas mal de contrôles policiers dès que je m'aventurais vers le centre-ville. Je suis en tous les cas devenu un peu Belge de cœur grâce à l'Université !



Je suis plus que jamais persuadé de l'importance de ce type de coopérations entre Nord et Sud tant pour nos pays que pour les universités du Nord. Imaginer par exemple la compréhension des changements climatiques sans une coopération entre nos spécialistes des forêts équatoriales et les spécialistes du Nord en climatologie ?



RETOUR À OUAGA

Depuis la fin des années 90, j'enseigne la chimie analytique à Ouagadougou où j'ai repris les cours du professeur Van Damme ainsi que le cours de bromatologie. J'étais en 2011 à Bruxelles en tant qu'unique titulaire de la Chaire de coopération internationale du BRIC. Objectif: analyser les potentialités d'un Projet interuniversitaire ciblé (PIC) de la Commission universitaire pour le développement (CUD) relatif aux métaux lourds sur sites pollués. Ce problème est aigu chez nous; il concerne très concrètement l'accès à l'eau potable. Dans le Nord du pays, environ 2000 forages ont été effectués pour mettre des puits à disposition des populations. Des problèmes de dermatose ont été détectés, parce que ces puits ont été contaminés à l'arsenic. Nous avons donc entamé l'analyse de cette eau. L'intérêt de mon séjour en Belgique était de voir comment disposer de méthodes simples, peu chères et efficaces pour réaliser ce type d'analyses de terrain. Le second aspect consistait à envisager une manière de disposer de technologies relativement simples pour éliminer l'arsenic contaminant. Ce sont les deux axes de travail sur lesquels le Prof. Jean-Michel Kaufmann et moi-même travaillons. Concernant ce problème des nappes aquifères, je pense que le travail doit se poursuivre sur d'autres sites également. Le Burkina est un pays aurifère et j'ai l'intime conviction que d'autres contaminations par métaux lourds sont en cause.

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Je participe par ailleurs à une collaboration internationale avec la France, le Mali et le Sénégal (Unité mixte internationale – équipe pollution/santé/environnement/société). Ce projet doit permettre de comprendre la dynamique de la pollution et l'impact sur la santé et sur le vécu des populations. Des anthropologues, des géographes, des chimistes, des médecins, des pharmaciens travaillent en synergie pour tenter d'apporter des réponses à des problématiques similaires à toute une région d'Afrique.

Je suis plus que jamais persuadé de l'importance de ce type de coopérations entre Nord et Sud tant pour nos pays que pour les universités du Nord. Imaginer par exemple la compréhension des changements climatiques sans une coopération entre nos spécialistes des forêts équatoriales et les spécialistes du Nord en climatologie?

Certaines problématiques sont transversales. Les poussières en provenance du Sahara remontent vers le Nord; les chercheurs d'or du Brésil chauffent du mercure pour extraire l'or et provoquent une pollution atmosphérique qui s'échappe et se retrouve au gré des courants en Norvège ou en Suède... Le second aspect est l'aspect humain: abaisser les barrières entre les peuples ne peut se faire qu'au travers d'une compréhension mutuelle et par l'échange. La recherche, à sa manière, peut aussi y contribuer.

> Issa Some

Professeur de Chimie analytique et de Bromatologie à la Faculté de Pharmacie de l'Université de Ouagadougou, Burkina Faso

Étudiants d'ailleurs... vies d'ici

Ils sont venus chez nous. Certains sont repartis, d'autres sont restés, d'autres encore ont migré ailleurs... Ils sont venus se former dans une université ou une Haute école supérieure en Belgique. Qui sont-ils? Comment ont-ils vécu leur passage dans notre pays? Comment ont-ils participé au **brassage des savoirs, des idées et des compétences entre Nord et Sud...?** Une exposition a retracé les parcours humains de ces ex-étudiants. En voici des extraits, introduits par quelques mots d'Andrea Rea (Groupe d'études sur le racisme, les migrations et l'exclusion - GERME) associé à ce projet pour le volet scientifique.

La mobilité, pour des étudiants étrangers non européens, relève souvent du « parcours du combattant »...

Andrea Rea : Chacun sait que la mobilité d'étudiants ou d'académiques, lorsqu'elle concerne des Européens, est relativement aisée. Un billet d'avion et un passeport en règle suffisent la plupart du temps. Ce n'est pas du tout le cas lorsque des collègues du Sud désirent venir chez nous... En dévoilant les parcours de ces étudiants du Sud qui viennent se former chez nous, nous avons voulu montrer leur réalité quotidienne. Nous avons cherché à parler d'un phénomène peu et mal évoqué jusqu'ici, en dépassant les clichés et fantasmes habituels encore trop souvent colportés. Comme l'idée que beaucoup d'entre eux sont des « faux étudiants » venus pour se fixer chez nous, etc. Le phénomène existe mais il doit être ramené à sa juste proportion. Beaucoup de ces personnes proviennent de pays en développement. Nos études montrent néanmoins un phénomène récent: le nombre de ces étudiants-là diminuent alors que la mobilité intra-européenne, elle, se développe. Cela pose dès lors des questions sur le devenir de notre coopération au développement en matière d'enseignement.

Esprit libre : Pour ces étudiants, la question financière est particulièrement épineuse...

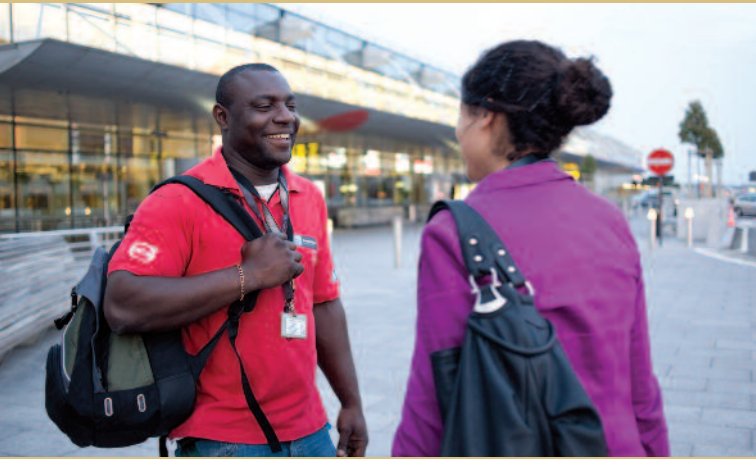
Andrea Rea : Venir étudier chez nous coûte très cher. La question du coût de la vie est un problème aigu pour eux; en particulier pour ceux qui ne bénéficient pas de bourses et doivent travailler pour payer leur séjour.

Esprit libre : Au-delà de la problématique des études se profile la question de la mobilité...

Andrea Rea : On compte chez nous beaucoup de Marocains, de Congolais, de Camerounais mais aussi des étudiants vietnamiens, boliviens, iraniens, etc. Nombreux sont ceux qui désirent retourner chez eux après leur formation; certains veulent rester mais sont confrontés à des législations très strictes qui les en empêchent; d'autres se marient, etc. Ce qui veut dire que des trajectoires de vie peuvent changer parce que la vie en a décidé ainsi. Une troisième possibilité après les études est de partir ailleurs: aux USA, en Allemagne, au Japon... C'est s'inscrire dans l'idée, très dans l'air du temps, de la mobilité. Ce phénomène est relativement neuf.

Il y a rarement des « plans » prévus de longue date dans le chef de ces étudiants étrangers qui envisageaient dès le départ de s'ancrer chez nous... C'est un message qu'il est utile de rappeler, ou plus simplement de faire connaître.

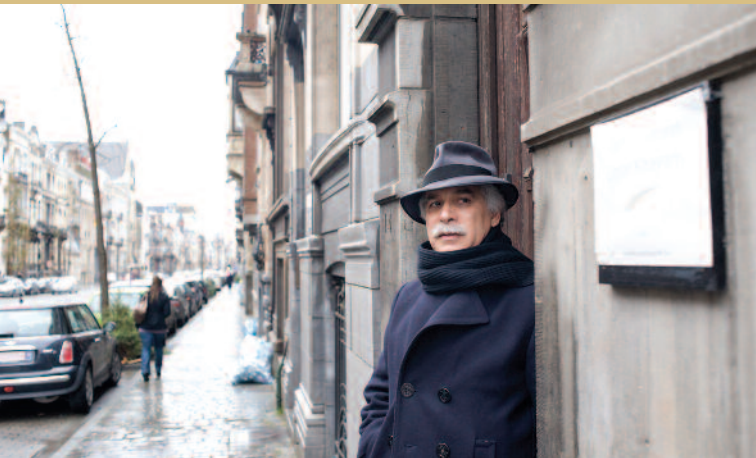
Parcours



♦ Wilfried

Wilfried, Ivoirien, Master Complémentaire en Développement, Environnement et Société. Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux.

« Pour moi, si j'obtiens la distinction et que j'ai la bourse, je fais le doctorat et je rentre au pays pour faire passer le savoir. Ça c'est mon objectif, professeur à l'Université, dans mon pays. Chaque jour j'y pense et ça me donne de la force pour aller de l'avant. »



♦ Ahmad

Ahmad Aminian, Iranien, a terminé un 3^e cycle en Philosophie à l'ULB ; il est médiateur scolaire et formateur en pédagogie interculturelle auprès de la Ville de Bruxelles.

« J'avais rencontré une femme, elle était en philologie classique, elle faisait grec. Moi j'étais en philologie orientale donc déjà on était, Orient/Occident. Elle m'a beaucoup aidé, c'était en deuxième année, elle était mon dictionnaire. Quand j'avais une question sur un mot de vocabulaire, elle me disait ça signifie ça, et je le notais, je ne devais plus aller chercher dans le dictionnaire. Alors c'est comme ça que je me suis marié avec elle. »



♦ Martine

Martine Cecile, Camerounaise, a poursuivi un 3^e cycle en études du Développement à l'UCL. Elle y mène depuis 2008 sa recherche doctorale sur la thématique du genre et développement : lancement d'un projet de microfinancement et de formation des femmes Bayam-sellam, de dix marchés populaires de Yaoundé.

« Nous avons eu une bonne scolarisation. Ma mère se priait pour nous donner des répétiteurs, ce qui est exceptionnel dans ce contexte. Elle a élevé ses 9 enfants quasiment seule. Le savoir a plusieurs visages, il est spirituel, humain, et ma mère, qui n'est pas allée à l'école, est l'encyclopédie universelle du savoir. J'ai hérité de ce système de débrouillardise dans un contexte de dépourvement matériel, je viens d'un univers de femmes qui se sont toujours débrouillées. »



À lire

Migrer pour un diplôme. Les étudiants étrangers,

Franck Caestecker & Andrea Rea, Éditions E. Bruylant, 2011.





◆ Housni

Housni, Marocain, est étudiant en Master ingénieur civil en gestion et technologies à l'école Polytechnique de l'ULB.

◆ Walid

Walid Ammar, est ancien étudiant en médecine de l'ULB, libanais, actuellement directeur du ministère de la santé publique dans son pays. Commissaire à l'OMS, professeur en faculté de médecine au Liban, il a fondé la section Liban de l'UAE et est membre fondateur de la maison laïque de Beyrouth.

« Je me suis intéressé au Cercle du libre examen et j'y suis toujours. C'est un climat de diversité culturelle, de tolérance et d'ouverture. On ne peut pas passer par l'ULB sans être touché par la philosophie de l'ULB (...) Je continue avec quelques collègues à transmettre cette philosophie de libre examen et de laïcité ici au Liban, c'est une chose dont on a besoin dans ce pays. »



◆ Luis

Luis, Bolivien, a terminé son Master in Microfinance à Solvay. Aujourd'hui, il est expert indépendant en microfinance dans un projet en Haïti. Ici avec son amie belge, qui l'a suivi en Bolivie.

◆ Khiti

« Je suis d'une reconnaissance absolue pour mon père et ma mère, vraiment ils ont fait tout ce qu'il fallait pour nous pousser à étudier, à être autonome, pour les filles hein, pour les garçons il n'y avait pas de problèmes on les faisait étudier le plus loin possible, mais les filles bon, elles devaient juste savoir lire et écrire et puis c'est tout. Mon père et ma mère disaient : il faut que vous soyez indépendantes, il ne faut pas que vous tendiez la main à votre mari pour avoir de l'argent, pour aller au Hammam, au bain. »



◆ Ahn

Ahn vient de terminer un Master en micro finance à Solvay ; elle est repartie travailler au ministère de l'agriculture au Vietnam, son pays d'origine.

Ces témoignages ont été recueillis et présentés dans le cadre de l'exposition « Les voyageurs du savoir. Partir pour un diplôme » Salle Allende, ULB 2011.

L'ULB dispose, grâce à ses fonds propres, mais également grâce à des donateurs, de financements pour des bourses de doctorat s'adressant aux jeunes chercheurs du Sud. **Le Fonds Xénophilia, le Fonds Jacques Lewin – Inès Henriques de Castro et le Fonds des bourses de coopération de l'ULB** octroient des bourses de doctorat ayant pour but de permettre à des étudiants issus de pays en développement d'effectuer leur thèse de doctorat dans une unité de recherche de l'ULB, dans l'optique d'un retour dans leur pays.

Les bourses de doctorat de l'ULB

Lewin – de Castro

Le Fonds Lewin – de Castro est institué grâce à la générosité de Monsieur et Madame Jacques Lewin – Inès Henriques de Castro, à la mémoire de leur fils Paul, Igor, François, un enfant de huit ans assassiné dans les camps de concentration en 1943. La volonté des donateurs et de leurs représentants est de perpétuer des valeurs de tolérance et de vigilance. De tolérance vis-à-vis des choix politiques, philosophiques, religieux de chacun pour autant qu'ils s'expriment dans le respect des valeurs démocratiques, vigilance et prise de position à l'égard de toute manifestation antidémocratique ou raciste. Dans cet esprit, les bénéficiaires du Fonds s'engagent à respecter et à défendre dans la parole et dans les actes ces valeurs.

Xénophilia

Le Fonds Xénophilia a été constitué grâce à la générosité de Monsieur et Madame Thierry Lepage. La philosophie du Fonds s'inspire, d'une part, des principes du libre examen, c'est-à-dire des principes de la liberté de conscience et de la réflexion critique, d'autre part, ainsi que son nom l'indique, de la notion de xénophilie telle qu'elle est couramment définie par les dictionnaires et qui implique une attitude empreinte de sympathie, de curiosité à l'égard des étrangers ainsi que des valeurs qu'ils sont susceptibles de partager avec nous ou de nous apporter. En outre, elle met en jeu ouverture d'esprit et tolérance. Les étudiants bénéficiaires devront adhérer à la philosophie qui sous-tend le Fonds.



À l'ULB...

...la coopération universitaire au développement

Les activités de coopération participent pleinement à l'internationalisation de l'ULB. Elles constituent l'une des priorités des autorités académiques.

Concrètement

En matière de coopération au développement, le Service des Relations internationales :

- informe la communauté universitaire des financements disponibles
- offre une aide professionnelle aux promoteurs dans le montage de projets
- assure la participation de l'ULB aux activités de la CUD
- propose divers types de financement
- organise annuellement une « Journée de la Coopération »
- veille à l'accueil des étudiants boursiers du Sud
- assure la gestion d'une « Chaire coopération » permettant d'accueillir pendant un mois une personnalité d'une université du Sud

Notre action vise notamment à renforcer les capacités humaines, scientifiques et de gestion des universités partenaires du Sud. Elle s'effectue toujours avec des partenaires universitaires académiques, sans lien direct avec les régimes politiques des pays dans lesquels nous travaillons.

La longue tradition de l'ULB dans le champ de la coopération au développement est aussi merveilleusement illustrée par le travail de sa principale ONG, le CEMUBAC, essentiellement active dans le domaine médical, notamment en Afrique.

Contacts :

Gaëlle DUCARME

Département des Relations extérieures - Service des Relations internationales
Avenue Jeanne 52, CP 131/2 - 1050 Bruxelles - Belgique
Tél.: +32 (0)2 650 31 52 • Fax : +32 (0)2 650 49 65
Mail : Gaelle.Ducarme@ulb.ac.be

Infos :

www.ulb.ac.be/international



SUPERVISEUR D'ANNĀDYA (VOIR PAGE 12) COMPARANT DES PLANTS DE RIZ CULTIVÉS SOIT SELON LA MÉTHODE TRADITIONNELLE (MAIN GAUCHE), SOIT VIA LE SRI (SYSTÈME D'INTENSIFICATION DU RIZ). KATIENG, CAMBODGE.

L'ULB & LA COOPÉRATION

- Cette brochure a été réalisée par le Département des Relations extérieures (Service des Relations internationales & Service Communication). Son contenu est essentiellement composé d'articles parus dans le magazine de l'Université, Esprit libre, entre 2010 et 2013 (& mis à jour) • Éditeur responsable : Anne Lentiez
- Rédacteurs : Cécile Collart, Alain Dauchot, Nathalie Gobbe, Annick Schubert • Parution : Mars 2013 • Mise en page : Geluck, Suykens & Partners

L'Université libre de Bruxelles, en concertation avec sa coordination environnementale, mène une politique soucieuse des aspects écologiques, notamment en ce qui concerne l'édition de ses publications "papier".